



AS (23) RP 2 F  
Original: English

## **RAPPORT**

# **DE LA COMMISSION GÉNÉRALE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES, DE LA SCIENCE, DE LA TECHNOLOGIE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

*Renforcer la sécurité régionale en favorisant des  
sociétés démocratiques et inclusives :  
Le rôle de l'AP OSCE*

**RAPPORTEUSE**  
**Mme Gudrun Kugler**  
**Autriche**

**VANCOUVER, 30 JUIN – 4 JUILLET 2023**

# **RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES, DE LA SCIENCE, DE LA TECHNOLOGIE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

**Rapporteuse : Mme Gudrun Kugler (Autriche)**

## **Introduction**

Nous aspirons tous à vivre dans un monde prospère, propre, sûr, libre, juste et démocratique, dans lequel la coopération s'épanouit et où nos enfants peuvent mener une vie paisible et riche en perspectives.

Cependant, la guerre est revenue en Europe avec toutes ses horribles conséquences et le chemin vers un avenir pacifique et prospère est devenu plus long et plus difficile. L'invasion militaire non provoquée et injustifiée de l'Ukraine par la Fédération de Russie constitue une grave violation de toutes les normes et de tous les principes internationaux, y compris l'Acte final d'Helsinki, et représente de ce fait un tournant dans l'histoire de l'Europe et de l'OSCE. Cette guerre illégale a entraîné des souffrances incommensurables pour les populations, y compris la torture et les crimes de guerre, ainsi que la destruction des infrastructures essentielles du pays. En outre, la guerre en Ukraine a provoqué une situation économique critique, une instabilité énergétique, une insécurité alimentaire et une dégradation de l'environnement dans toute la région de l'OSCE.

Dans le même temps, les États participants doivent faire face à une relance économique d'après-pandémie, à des taux d'inflation élevés, à de nouvelles formes de pauvreté et aux problèmes que posent les changements climatiques, qui ont de plus en plus de conséquences sur la sécurité de nos citoyens en raison d'événements météorologiques extrêmes, de sécheresses, de vagues de chaleur, etc. Face à toutes ces crises, la société civile et en particulier les jeunes sont de plus en plus insatisfaits et désemparés. Les parlements doivent écouter tout particulièrement leurs voix et leurs préoccupations, car ils représentent une puissante force de changement pour un avenir meilleur. En règle générale, il est de plus en plus admis que nos efforts de développement doivent être plus durables et plus respectueux de l'environnement et que la technologie et la science jouent un rôle déterminant à cet égard.

Sur la voie d'un avenir pacifique et prospère, nous devons avant tout nous concentrer sur l'instauration ou le rétablissement de la paix, tout en planifiant déjà la reconstruction de ce qui a été perdu ou détruit au cours de l'année écoulée. Nous devons concevoir un nouveau mode de coopération les uns avec les autres, en nouant des relations de bonne volonté et de confiance, empreintes d'attention et de compréhension pour les préoccupations et les besoins de chacun. Travailler ensemble pour le bien commun doit être la priorité de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE.

## **Sécurité économique et relance économique durable**

La sécurité économique est un aspect essentiel de l'approche globale de la sécurité de l'OSCE, car elle a une incidence sur la vie quotidienne de tous les citoyens. Les conséquences économiques de la guerre en Ukraine ont eu un effet d'entraînement sur l'ensemble de la région de l'OSCE, provoquant un ralentissement de la croissance et une hausse de l'inflation, phénomènes qui sont venus s'ajouter au contexte socio-économique déjà tendu résultant d'années de pandémie. La crise du coût de la vie ne peut être dissociée de la hausse des prix des produits de base, conséquence directe de l'agression russe contre l'Ukraine. La dépendance de

l'Europe à l'égard du gaz naturel russe a accru le risque de récession économique et de troubles sociaux après le déclenchement de la guerre.

Cependant, chaque crise révèle également de nouvelles perspectives. Le terrible concours de circonstances que nous vivons - changements climatiques, guerre en Ukraine et pandémie de COVID-19 - doit être l'occasion d'élaborer et de mettre en œuvre des mesures de relance économique durable dans l'ensemble de notre région. Il ne s'agit pas seulement de reconstruire de manière plus écologique, mais aussi, à l'aide de nouvelles technologies et de solutions innovantes, de créer un environnement économique plus intelligent et plus résilient. En effet, les avancées technologiques, la numérisation et une économie plus durable vont de pair. Les données en libre accès et la numérisation ont prouvé leur utilité en permettant aux citoyens d'accéder facilement à l'information et de communiquer plus efficacement avec leurs administrations, en stimulant la participation de la société civile, en garantissant une plus grande égalité et en facilitant la transition vers une économie plus verte.

Enfin, il est essentiel, pour garantir une croissance économique durable dans la région, de repenser la relation entre le développement économique et ses effets sur l'environnement et de trouver un modèle de développement plus équilibré et plus écologique, car il n'est pas souhaitable de ralentir la croissance économique pour garantir l'action en faveur de l'environnement.

À cet égard, la conférence de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE sur le rôle des parlements nationaux dans la promotion de la sécurité et de la stabilité par le biais de l'économie verte, de la connectivité et du développement durable dans la région de l'OSCE, qui s'est tenue à Bakou (Azerbaïdjan) les 22 et 23 mai 2023, constitue une excellente occasion pour les décideurs politiques de mettre en commun les principaux enseignements tirés dans ce domaine.

La pleine participation économique des femmes à la société est également un élément fondamental pour construire des sociétés stables, durables et prospères. À cette fin, tous les États doivent renforcer la protection sociale et professionnelle des femmes, y compris la protection de la maternité, et garantir aux femmes un accès plein et égal à l'économie et au marché du travail.

### **Bonne gouvernance et criminalité économique**

Promouvoir la sécurité économique suppose d'assurer une bonne gouvernance et de lutter contre la criminalité économique. Notre Assemblée s'est engagée à s'attaquer aux problèmes liés à la corruption et au blanchiment d'argent, ainsi qu'à promouvoir la bonne gouvernance. La transparence doit être la règle et non l'exception dans l'ensemble de la région de l'OSCE et doit s'appliquer à tous les niveaux de la fonction publique. À cette fin, l'utilisation de données en libre accès et la numérisation sont essentielles pour intensifier la lutte contre la corruption.

Les organisations internationales telles que l'OSCE doivent maintenir une position ferme contre la corruption, promouvoir des politiques efficaces et adaptées contre la criminalité économique et soutenir les États participants dans la mise en œuvre de ces politiques.

L'adoption du point additionnel intitulé « Code de conduite des membres de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE » - présenté par notre Représentante spéciale pour la lutte contre la corruption - lors de la session annuelle de Birmingham, en juillet 2022, illustre le regain d'efforts que nous déployons au sein de l'Assemblée pour montrer l'exemple, promouvoir la transparence et renforcer le principe de responsabilité.

## **Protéger l'Arctique**

La région arctique recèle un potentiel économique considérable, qui va des ressources naturelles aux zones de pêche en passant par le tourisme. Toutefois, son plus grand potentiel pourrait résider dans l'ouverture de nouvelles routes commerciales à travers la région, à mesure que la glace continue de fondre. Ces routes permettraient de raccourcir les délais de livraison actuels et d'alléger la pression sur certains goulots d'étranglement du commerce mondial, comme le canal de Suez. Dans le même temps, cette situation alimente de nouvelles tensions géopolitiques dans la région. Il est impératif de suivre de près le cours des événements dans la région arctique et de garantir des relations économiques pacifiques entre les États participants de l'OSCE concernés, tout en protégeant les conditions environnementales délicates de l'Arctique.

## **Transition énergétique**

Au fil des décennies, les liens entre la dégradation de l'environnement et la sécurité mondiale sont devenus de plus en plus évidents. Les problèmes environnementaux touchent les populations et les pays de multiples façons. Outre la sécurité mondiale, la dégradation de l'environnement menace la santé publique, la cohésion sociale et le développement, pour ne citer que quelques-uns des domaines concernés. En outre, la dépendance du monde à l'égard des combustibles fossiles, souvent fournis par des régimes autoritaires, peut entraîner des tensions géopolitiques et, parfois, des conflits.

Dans ce contexte, une transition vers des énergies propres et diversifiées renforce la résilience de nos économies et les rend moins dépendantes de pays instables et de régimes autoritaires. Il s'agit donc d'une étape importante à franchir pour assurer un avenir plus propre et plus sûr aux générations futures et à notre planète.

La transition vers une énergie propre représente donc une priorité absolue de notre époque. Conçue comme le passage du secteur énergétique mondial de systèmes de production et de consommation d'énergie basés sur les combustibles fossiles (notamment le pétrole, le gaz naturel et le charbon) à des sources d'énergie plus propres (telles que les énergies renouvelables et l'hydrogène à faible émission de carbone), elle implique des changements progressifs, des ruptures structurelles ainsi que des changements systémiques, notamment des réformes des marchés de l'énergie qui permettent d'intégrer dûment les « prosommateurs » (ménages et entreprises agissant à la fois en tant que producteurs d'énergie renouvelable et que consommateurs).

Cependant, les systèmes énergétiques étant complexes et touchant tous les aspects de la société, il est essentiel de trouver le bon moment pour opérer la transition vers des énergies propres. La rapidité de cette transition est tout aussi importante que son caractère durable. Changer de sources et de systèmes énergétiques sans disposer des capacités et des moyens nécessaires pour soutenir la transition entraînerait probablement une dégradation de la fiabilité des approvisionnements et une augmentation des coûts de l'énergie, ce qui, en fin de compte, aurait des répercussions négatives pour la population.

La science et la technologie jouent un rôle central dans ce contexte. La transition énergétique doit s'appuyer sur les dernières découvertes scientifiques et les nouvelles avancées technologiques visant, entre autres, à améliorer l'efficacité énergétique dans tous les domaines, à réduire les coûts de l'énergie, à mettre au point et rendre économiquement viables de nouvelles sources d'énergie propre et à piéger les émissions actuelles. La recherche sur les meilleurs

moyens de diversifier la production d'énergie est essentielle, qu'il s'agisse des énergies renouvelables déjà utilisées ou de nouvelles sources d'énergie. La fusion nucléaire, qui est nettement plus propre que l'énergie nucléaire classique, semble être un domaine de recherche particulièrement prometteur, qui fait actuellement l'objet de nombreux travaux et expériences de pointe au niveau international. L'évolution technologique et le progrès scientifique sont les soutiens essentiels d'une transition à la fois rapide et bien équilibrée, qui tienne compte des circonstances nationales et des liens systémiques qui unissent la société, l'économie et l'environnement. Pour atteindre cet objectif - qui implique clairement de réaliser de profondes transformations économiques, sociales et culturelles au cours des prochaines décennies, de répondre aux problèmes sociaux et de tenir compte des différences géopolitiques - nous aurons besoin d'une volonté politique forte, d'une ambition commune et d'un sens partagé des responsabilités.

Enfin, une énergie fiable et d'un coût abordable est un préalable à la croissance économique, élément essentiel de la stabilité et de la sécurité dans l'espace de l'OSCE. Par conséquent, tout en poursuivant notre action en faveur de la transition énergétique, nous devons veiller à ne pas compromettre la compétitivité de nos économies par rapport à celle de pays qui, comme la Chine et l'Inde, bénéficient de coûts de production plus faibles et de réglementations environnementales moins strictes. En tant que parlementaires, nous devons garantir la compétitivité économique de nos pays et de la région de l'OSCE dans son ensemble tout en élaborant des stratégies pour que la transition énergétique soit d'un coût abordable et profite à tous.

## **De l'énergie pour tous**

Lors du 5ème Dialogue de Vienne sur la sécurité énergétique, rencontre internationale qui réunit des décideurs du monde des affaires, de la sphère politique, du milieu universitaire et de la société civile pour débattre des enjeux et des perspectives de la transition énergétique, la nécessité d'investir dans le maintien d'un coût abordable de l'énergie et de placer l'humain au cœur de la transition énergétique a été soulignée à maintes reprises. Les citoyens sont en effet particulièrement sensibles à la hausse des prix de l'énergie, celle-ci constituant l'un des principaux postes de dépenses des ménages. Nous devons empêcher l'apparition de nouveaux engrenages de la pauvreté et insister sur l'inclusion de tous dans la mobilité et la société.

Par conséquent, l'accès sans entrave à une énergie d'un coût abordable est un facteur clé pour garantir le bien-être et la prospérité des citoyens. Malheureusement, dans la région de l'OSCE, il existe encore des zones où l'accès à l'électricité est limité. Dans les zones rurales d'Asie centrale, par exemple, plus de la moitié de la population est mal raccordée aux systèmes énergétiques nationaux. Au Kazakhstan, notamment, 5 000 zones résidentielles ne sont toujours pas raccordées au réseau électrique central et les habitants ont souvent recours au charbon pour satisfaire leurs besoins énergétiques domestiques.<sup>1</sup> Il est donc essentiel, lors de la définition d'objectifs mondiaux communs, de tenir dûment compte des différentes situations nationales et d'adapter les stratégies afin de répondre au mieux aux besoins locaux et de garantir ainsi une transition énergétique plus inclusive, plus équitable et plus efficace. En fin de compte, il est indispensable que tous les pays de l'OSCE aient un accès sans entrave aux investissements et aux programmes relatifs aux énergies propres.

---

<sup>1</sup> *Advancing Energy Security in Central Asia*, publication de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, 9 mars 2022 ; [513787\\_0.pdf \(osce.org\)](#).

## Sécurité énergétique et infrastructures essentielles

Parallèlement à la pandémie de COVID-19, les conséquences dramatiques de la guerre en Ukraine ont mis en évidence la nécessité pour les pays de renforcer la sécurité et la résilience de leurs infrastructures énergétiques et d'accroître leur capacité nationale de concevoir et de mettre en œuvre des technologies propres. Dans le *World Energy Outlook*, l'année 2022, qui a été marquée par une pénurie d'énergie sans précédent, est décrite comme étant l'année de la première crise énergétique mondiale.<sup>2</sup> La résilience des infrastructures énergétiques est au premier plan des préoccupations des décideurs politiques et l'Assemblée parlementaire de l'OSCE a contribué à cette réflexion en organisant deux débats sur la sécurité énergétique au cours des réunions d'automne et d'hiver.

Cette crise soulève plusieurs questions. Tout d'abord, la crise énergétique ne peut être totalement dissociée des changements climatiques, car les variations météorologiques influent sur les capacités des États participants de produire une énergie propre. Intégrer des données sur les changements climatiques et les variations météorologiques dans nos analyses de la sécurité énergétique pourrait permettre de mieux cerner la question et d'apporter un début de réponse. Deuxièmement, la guerre a montré qu'il était important d'améliorer la cybersécurité, car les menaces qui pèsent sur les infrastructures énergétiques essentielles se sont intensifiées. Troisièmement, la crise énergétique a augmenté à la fois le coût et l'urgence de la transition énergétique, en exerçant une pression supplémentaire sur des économies déjà fragilisées. Enfin, la destruction du gazoduc Nord Stream en septembre dernier a démontré la fragilité de nos systèmes énergétiques actuels et la nécessité de mieux protéger nos infrastructures énergétiques vitales. L'importance des infrastructures transfrontalières telles que les câbles sous-marins, les oléoducs et les gazoducs ne doit pas être sous-estimée. Il est donc nécessaire de mener une enquête internationale approfondie sur la destruction du gazoduc Nord Stream afin d'établir les responsabilités et d'éviter que se produisent à l'avenir des attaques similaires contre des infrastructures essentielles.

### Prévenir les pannes d'électricité

Des experts ont mis en garde contre le fait que les réseaux électriques n'étaient actuellement pas conçus pour résister à des variations soudaines et importantes des flux d'énergie provenant de sources aux tensions différentes, par exemple celles qui dépendent des conditions météorologiques. Cela pourrait déclencher des pannes majeures, c'est-à-dire une coupure d'électricité prolongée due à des défaillances du réseau.<sup>3</sup> Un tel scénario constitue une grave menace pour nos sociétés, qui dépendent fortement de l'électricité pour presque tous les aspects de la vie humaine. Il est donc essentiel de moderniser nos réseaux et de promouvoir un approvisionnement en énergie propre et stable, tout en se préparant à l'éventualité de pannes inattendues.

La transition énergétique vers des formes plus propres de production d'énergie doit dûment tenir compte des systèmes complexes dans lesquels la production d'énergie s'inscrit dans la société,

---

<sup>2</sup> Agence internationale de l'énergie (2022), *World Energy Outlook 2022*, AIE, Paris ; <https://www.iea.org/reports/world-energy-outlook-2022>, License : CC BY 4.0 (rapport) ; CC BY NC SA 4.0 (annexe A).

<sup>3</sup> Scholastica N. Emenike, Gioia Falcone, *A review on energy supply chain resilience through optimization*, *Renewable and Sustainable Energy Reviews*, Volume 134, 2020 ; <https://doi.org/10.1016/j.rser.2020.110088> (<https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S1364032120303798>).

l'économie et l'environnement d'aujourd'hui. Les politiques pro-environnementales ne doivent pas nécessairement être anti-industrielles ou anti-économiques. En fait, le développement économique a souvent conduit à une plus grande protection de l'environnement.

## **Changements climatiques et protection de l'environnement**

L'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets englobent un large éventail d'actions visant à éliminer, ou du moins à réduire, les risques que le réchauffement climatique fait peser sur les populations et la société, qu'il s'agisse de la sécurité alimentaire ou de la lutte contre l'érosion des sols. La lutte contre les changements climatiques est une bataille difficile, mais il est tout à fait possible, en conjuguant les efforts et en adoptant des mesures appropriées, de réduire au minimum les dommages causés par ces changements. C'est ce que souligne également la décision du Conseil ministériel de 2021 sur le renforcement de la coopération pour relever les défis posés par les changements climatiques. Dans cette optique, l'Assemblée parlementaire souhaite ardemment travailler avec l'OSCE et ses structures exécutives, ainsi qu'avec les gouvernements des États participants, pour accroître les synergies existantes et apporter sa contribution parlementaire distincte.

La technologie joue également un rôle important dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES). Investir dans des technologies essentielles telles que le captage et le stockage du carbone, le captage direct du dioxyde de carbone dans l'atmosphère et les solutions fondées sur la nature pour capter les émissions de GES peut grandement contribuer à concilier, au moins à court terme, le besoin croissant d'une énergie fiable et d'un coût abordable avec l'impératif d'agir de manière décisive en faveur du climat.

Étant donné que les moyens de transport électriques présentent des avantages évidents sur le plan de la santé publique, en particulier dans nos villes, mais que leur empreinte carbone n'est pas nécessairement réduite, par exemple lorsque l'électricité utilisée par les véhicules électriques provient de combustibles fossiles, il est primordial de poursuivre la recherche sur d'autres technologies vertes dans le secteur de la mobilité, telles que l'hydrogène.

Tant la construction que l'entretien à long terme des bâtiments résidentiels et commerciaux sont responsables d'une part importante de la pollution de l'environnement. Les déficiences techniques des bâtiments existants et les erreurs de conception évitables des nouveaux projets sont souvent à l'origine d'une consommation excessive d'énergie et de ressources, ainsi que d'émissions de CO<sub>2</sub>. Dans ce contexte, il est indispensable de réduire l'empreinte carbone de nos bâtiments, notamment en améliorant leur conception et leur construction, en encourageant leur rénovation et en réduisant leurs coûts énergétiques d'entretien.

Enfin, il est essentiel de continuer à améliorer la science du climat pour lutter plus efficacement contre les changements climatiques. Des incertitudes subsistent dans la prévision des scénarios futurs, qui orientent nos actions dans le présent. Il est donc nécessaire, pour réduire ces incertitudes, de réaliser des analyses plus précises et des travaux de modélisation plus ciblés. Le public doit par ailleurs être correctement informé au sujet des changements climatiques. Au lieu de slogans anxigènes, nous avons besoin d'un dialogue fondé sur des faits dans les domaines de l'environnement, de la politique et de la science, le but étant de renforcer la crédibilité et d'encourager l'action commune.

Nous devons privilégier une approche scientifique et mettre dûment en évidence les progrès réalisés jusqu'à présent au niveau mondial. Les gouvernements de la région de l'OSCE sont hautement sensibilisés, des étapes clés ont été franchies, l'innovation technologique a atteint des sommets et de bonnes nouvelles nous parviennent déjà. Des espèces rares dont on craignait

l'extinction ont été de nouveau observées et recensées. La présence de substances chimiques nocives dans la couche moyenne de la stratosphère a diminué d'un peu plus de 50 % par rapport aux années 1980 et la Grande Barrière de Corail montre des signes de rétablissement.<sup>4</sup> Tout en œuvrant en faveur d'un environnement et d'une planète propres et durables, il est essentiel d'adopter une attitude équilibrée et fondée sur la science pour relever ces défis.

### **La pollution, une responsabilité partagée**

La pollution, les déchets dangereux et les rayonnements nocifs ne s'arrêtent pas aux frontières. Il en va de même pour notre responsabilité quant à la pollution que nous provoquons. Il est assez fréquent que les risques environnementaux liés aux activités industrielles soient en partie assumés par les pays voisins, qui n'en tirent eux-mêmes aucun avantage direct sur le plan de la production. Le pollueur doit assumer sa responsabilité, quel que soit l'endroit où les effets nocifs se produisent.

La pollution et les pénuries d'eau, que l'on observe par exemple en mer d'Aral, constituent des menaces croissantes pour la région de l'OSCE. Il va sans dire que l'eau est essentielle à la survie des populations et au développement des sociétés. Il s'agit d'une ressource naturelle stratégique qui a une incidence directe sur la sécurité, car la (mauvaise) gestion de l'eau peut déclencher des conflits ou agir comme un multiplicateur de menaces en période de conflit. Le changement climatique et les activités humaines mal pensées peuvent compromettre la sécurité de l'approvisionnement en eau et faire du manque d'eau un problème mondial de plus en plus préoccupant. La pénurie d'eau a des conséquences directes sur la santé humaine, l'assainissement et la stabilité politique.

La région de l'OSCE compte environ 150 rivières et lacs partagés par deux ou plusieurs États, ce qui fait de la coopération pour la gestion de l'eau un élément crucial du mandat de l'Organisation. La gestion de l'eau présente un fort potentiel de consolidation de la paix, car les projets environnementaux locaux menés dans notre région ont prouvé qu'ils favorisaient la cohésion sociale, la collaboration régionale et l'amélioration des facteurs socio-économiques. La diplomatie de l'eau et la coopération dans ce domaine entre les États participants sont donc nécessaires pour concilier les différents besoins en eau dans l'intérêt de la sécurité. Des solutions plus pratiques doivent être envisagées et mises en œuvre, telles que l'installation d'équipements de traitement des eaux usées destinés à réduire les niveaux de pollution de l'eau.

En outre, un nombre alarmant de micro et nanoparticules plastiques ont été détectées dans pratiquement tous les écosystèmes de la planète, y compris dans certaines des régions les plus reculées du monde.<sup>5</sup> L'année dernière, ces particules ont été repérées dans divers organes humains, et même dans le sang. Si les effets négatifs de l'exposition aux particules microplastiques sur la santé ont déjà été démontrés dans divers organismes, les effets pathologiques sur l'homme restent à établir. Il est donc impératif d'intensifier la recherche dans ce domaine et de mettre en place les contre-mesures appropriées.

---

<sup>4</sup> <https://www.euronews.com/green/2022/09/27/wolves-bears-and-bison-50-species-make-spectacular-comeback-in-europe>.

<https://www.euronews.com/green/2022/08/04/australias-great-barrier-reef-shows-best-signs-of-coral-recovery-in-36-years>.

<https://www.weforum.org/agenda/2018/08/planet-earth-has-more-trees-than-it-did-35-years-ago/>.

<sup>5</sup> <https://www.unep.org/news-and-stories/story/plastic-leaching-farmers-fields-alarming-rate-new-report>.

## **Mondialisation et sécurité alimentaire**

La mondialisation a rendu nos sociétés plus interdépendantes que jamais. Étant donné que le facteur décisif de l'acte d'achat est généralement le prix, les centres de production se sont progressivement déplacés vers des lieux où les coûts de production sont moindres, y compris pour la production de denrées alimentaires. Cette évolution a exposé de plus en plus nos sociétés à des chocs dus à des événements naturels et géopolitiques imprévisibles, tels que la récente pandémie et la guerre en Ukraine. Elle a aussi souvent causé une aggravation de l'empreinte écologique de nos produits, car la délocalisation de la production se fait souvent au détriment des normes environnementales. Il est donc indispensable que les États participants de l'OSCE reprennent le contrôle de la production des biens et services stratégiques/essentiels, tels que les denrées alimentaires et les fournitures médicales.

Le mois de novembre 2022 a marqué l'anniversaire de l'Holodomor, famine intense, arbitraire et systématique provoquée par l'Union soviétique en 1932 et 1933, qui, selon divers calculs, a coûté la vie à 3,5 à 7 millions de personnes. Dans l'actuelle guerre d'agression russe contre l'Ukraine, nous assistons également à l'utilisation de la faim et des privations comme arme de guerre. Cette guerre injuste contre l'Ukraine, important producteur et exportateur de céréales et d'autres denrées alimentaires essentielles, met en péril la vie de millions de personnes. Nous soutenons toutes les tentatives visant à garantir les livraisons de denrées alimentaires en provenance d'Ukraine, malgré la guerre, et le maintien de la production même dans des circonstances aussi difficiles.

## **Relever le défi démographique**

Dans de nombreux États participants de l'OSCE, des problèmes démographiques sont apparus en raison, notamment, de la baisse des taux de natalité et des tendances migratoires. Il en résulte une population âgée disproportionnée, ce qui remet en cause le concept de transmission de la vie d'une génération à l'autre. Cela pose également un problème démocratique, notamment lorsqu'une population vieillissante dispose d'un pouvoir de vote décisif et façonne la société sans tenir suffisamment compte des besoins des jeunes générations. Ces changements démographiques et les problèmes qu'ils posent ne reçoivent pas toujours l'attention qu'ils méritent de la part des législateurs. Il est donc très important de suivre de près ces évolutions et de mettre en place des réponses adéquates. Un dialogue à plusieurs niveaux visant à déterminer les causes possibles, les conséquences probables et les stratégies durables et plausibles pour remédier à la situation est nécessaire pour assurer la durabilité générationnelle et la solidarité structurelle.

## **Trafic d'êtres humains et TIC**

Le crime organisé semble toujours avoir une longueur d'avance. Le trafic d'êtres humains s'est largement transformé en une criminalité mue par la technologie, sachant que l'une des conséquences involontaires du développement technologique rapide a été l'utilisation abusive des TIC à des fins d'exploitation de l'homme. Ce phénomène touche tous les États participants de l'OSCE. Comme l'a également reconnu l'Assemblée parlementaire de l'OSCE dans la Déclaration de Birmingham, adoptée à sa 29<sup>ème</sup> session annuelle (2-6 juillet 2022), les États participants de l'OSCE doivent en priorité adopter des politiques et une législation qui empêcheront l'utilisation abusive de la technologie à des fins de trafic d'êtres humains.

## **Intelligence artificielle**

ChatGPT (acronyme de Generative Pre-trained Transformer) est un agent conversationnel (chatbot) utilisant l'intelligence artificielle qui a été lancé récemment et qui a fasciné ses utilisateurs par la précision de ses textes de style humain. Il importe de réfléchir attentivement aux effets de cette invention radicale sur l'éducation et le discours public. Des questions telles que le plagiat, le développement de la pensée critique et des capacités d'écriture des citoyens, ainsi que les risques associés à la cybersécurité, sont clairement en jeu. Il est nécessaire et urgent de lancer des initiatives multipartites pour évaluer précisément les conséquences de ces nouvelles technologies et de l'IA sur nos sociétés et sur leur sécurité et pour en réglementer dûment le développement et l'utilisation.

## **Gestion des données**

Les questions relatives à la gestion des données sont devenues centrales dans nos vies numériques. Les données personnelles sont de plus en plus stockées et exploitées par des entreprises dans des conditions peu transparentes et en l'absence de règles, ce qui confère à ces entreprises un pouvoir qui ne fait l'objet d'aucune légitimation démocratique. Dans le même temps, les données constituent une ressource importante qui, lorsqu'elle est utilisée de manière judicieuse et partagée de manière transparente, peut considérablement renforcer l'inclusion dans nos sociétés et stimuler le progrès scientifique. Une stratégie efficace de gestion des données doit passer par la création d'un cadre juridique transparent applicable à l'utilisation et à la protection des données publiques, ainsi que par la mise en place d'infrastructures regroupant les organismes responsables, qui répondent aux exigences d'un monde numérisé extrêmement complexe.

## **Inclusion et participation**

La numérisation des services dans des domaines tels que l'économie, l'administration publique, l'éducation et la santé ouvre de nouvelles perspectives de liberté et de prospérité. Naturellement, elle s'accompagne aussi de difficultés, dont l'une est l'inclusion : la participation dépend de l'accès aux équipements et à l'internet, ainsi que de la capacité et de la volonté d'utiliser ces outils. Les parlements doivent être à la pointe des efforts visant à élaborer des stratégies qui garantissent que la numérisation sera utilisée au profit de tous les citoyens, sans laisser personne de côté.

Nous devons veiller à ce que tous les citoyens aient un accès égal aux services fondamentaux, à l'information et aux biens essentiels, indépendamment de leur capacité à utiliser des moyens numériques. En particulier, les personnes âgées et les personnes plus pauvres ou moins éduquées doivent avoir le droit de participer à la vie politique, sociale et culturelle par des moyens comparables. Par conséquent, en tant que parlementaires, nous devons élaborer une législation qui oblige les institutions publiques et les fournisseurs de biens de base, tels que l'énergie, l'eau, l'éducation et la santé, à offrir également aux citoyens la possibilité de les joindre, d'obtenir des informations, de déposer des demandes et d'exprimer leurs préoccupations par des moyens autres que numériques. Nous devons aussi approfondir notre compréhension des droits de l'homme à la lumière des évolutions récentes et déclarer et mettre en œuvre un droit des personnes à participer à la vie sociale, politique et économique par des moyens autres que numériques.

## **Sécurité médicale**

L'origine du virus responsable de la COVID-19 n'a pas encore été entièrement élucidée. Cette incertitude a conduit à remettre en question la sécurité des laboratoires qui pratiquent la virologie dite de « gain de fonction » dans plusieurs États participants. Rendre un virus plus dangereux afin d'en étudier les fonctionnalités présente des risques évidents pour la sécurité. Réajuster les normes de sécurité de ces laboratoires et aborder les questions éthiques qui ont été soulevées après la pandémie mondiale sont des étapes essentielles dans ce contexte.

Un autre problème à ne pas négliger est la diminution de la production de médicaments dans la région de l'OSCE, due à la mondialisation du commerce des produits pharmaceutiques. La plupart des médicaments produits dans le monde le sont actuellement en Chine et en Inde. Cette concentration du marché comporte des risques, notamment des ruptures dans les chaînes d'approvisionnement, comme on l'a observé récemment dans plusieurs pays européens. En outre, les fabricants peuvent décider d'arrêter la production de certains médicaments lorsque ceux-ci ne sont plus assez rentables, ce qui laisse très peu de solutions aux acheteurs. La diversification des sources d'approvisionnement en médicaments essentiels doit être un objectif de notre travail parlementaire.

Enfin, une analyse comparative des différentes manières de procéder des États participants de l'OSCE face à la pandémie de COVID-19 pourrait permettre de mieux comprendre cette crise sanitaire et de mieux se préparer à la prochaine.

## **Conclusion**

Dans ce contexte très explicite, la deuxième Commission générale de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE continuera d'analyser les menaces actuelles pour la sécurité liées à l'environnement, à l'économie, à la science et à la technologie, ainsi que d'explorer les possibilités de coopérer dans ces domaines afin de promouvoir à plus long terme la sécurité, la prospérité et le développement durable dans la région de l'OSCE. Notre Commission devient rapidement l'organe de l'Assemblée le plus tourné vers l'avenir. Les multiples crises de notre époque ont démontré l'importance des thèmes sur lesquels il nous est demandé de nous concentrer ; elles nous incitent à envisager des moyens novateurs d'aborder ces questions dans un esprit de coopération. La sécurité coopérative dans le domaine des affaires économiques, de la science, de la technologie et de l'environnement est plus importante que jamais. Toutes les parties prenantes sont invitées à se mobiliser et à unir leurs compétences et leurs forces. J'espère que ce rapport contribuera un tant soit peu à ce processus.